

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, 14 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **API (At peinture Indus.)**

ZA Torcé Ouest

35370 Torcé

Références : UD/2024-164

Code AIOT : 0005520398

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement API (Atelier de Peinture Industriel) implanté ZA Torcé Ouest - 35370 Torcé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- API (At peinture Indus.)
- ZA Torcé Ouest 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005520398
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La holding PFI chapeaute les sociétés API et AMI implantées sur la commune de Torcé. API dispose

d'installations de traitements de surfaces et de peinture et AMI d'installations de travail de métaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 14 mars 2023

**Référentiel réglementaire :**

- Arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP1835514A)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Rejets atmosphériques / Hauteur des conduits d'extraction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Traitement de surface / Consommation spécifique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55 > II.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Accessibilité par les engins des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installation d'un SSI et formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 04/12/2022, article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Rétentions, régulation thermique et épuration	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Stockage autour des stockeurs de peinture	Arrêté Préfectoral du 04/12/2022, article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Alimentation en eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspecteur a constaté que l'exploitant a mis ses installations en conformité sur deux points en faisant installer un dispositif anti-retour sur le réseau d'alimentation en eau potable et une détection en point bas dans la rétention de la ligne de traitements de surface. L'inspecteur a cependant constaté que l'exploitant n'avait toujours pas fait réceptionner sa réserve d'eau incendie et que les conventions de mise à disposition par ses voisins de leurs réserves n'étaient pas opérationnelles. L'exploitant doit rapidement se mettre en conformité sur ces points. L'exploitant doit également s'attacher à mettre rapidement à jour ses documents (plans des réseaux, hauteurs des cheminées) et à communiquer la consommation spécifique des fonctions de rinçage de sa ligne de traitement de surfaces.

Le point le plus épineux de cette visite est la non-conformité de la voie périphérique. Celle-ci ne répond pas à la définition d'une voie engins telle que prévue par l'arrêté du 9 avril 2019. Elle n'est en l'état pas opérationnelle pour les équipes des services de secours et de lutte contre l'incendie, les engins des pompiers ne pouvant pas faire le tour ni effectuer une opération de retournement. La mise en conformité semblant techniquement très compliquée, une réunion sous l'égide du Sous-Préfet de Fougères-Vitré est prévue début avril sur ce point.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installation d'un SSI et formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2022, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement de l'article 11 de l'AM du 09/04/2019
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En lieu et place des dispositions du 1er alinéa de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</p> <p>La partie du bâtiment abritant l'installation de traitements de surfaces relavant de la rubrique 2565 et le local de peinture sont équipés d'un SSI de catégorie A. Ce SSI devra être contrôlé tous les ans par une personne compétente et tous les trois ans par un organisme de contrôle agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation et à l'exploitation du SSI sur la base d'un plan de formation que l'exploitant a établi et qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>L'inspecteur a constaté que le SSI est installé et cinq personnes ont été formées en janvier 2023 à son utilisation. Leur nom est affiché à l'accueil, près de la centrale. L'exploitant a indiqué qu'au moins une de ces personnes était présente sur site pendant les heures de fonctionnement des installations.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas intégré de recyclage des connaissances du SSI au plan de formation. Ce point doit être revu. L'exploitant a indiqué que ce recyclage pourrait être effectué lors du contrôle annuel du fonctionnement de la centrale.</p> <p>—</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué que la formation du personnel avait été effectué le 10 janvier 2023. Il a également précisé que la formation de recyclage du personnel avait lieu lors du contrôle annuel du SSI qui intervient en février. Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que les personnes formées, interrogées par sondage, savaient utiliser le SSI.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle remarque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyen de prévention et de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :

- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;
- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

d) D'un dispositif de détection automatique (en cas d'emploi de liquides inflammables).

e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

**Constats :**

Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :

L'exploitant dispose d'une réserve située à droite de l'entrée du site. Celle-ci n'ayant pas été réceptionnée par le SDIS, l'exploitant doit faire le nécessaire pour y remédier.

Par ailleurs, les conventions "défense incendie" établies avec deux entreprises voisines prévoient que chacune des entreprises disposent des clés d'accès au site afin d'avoir accès aux réserves incendie. Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas des clés d'accès aux deux autres sites. Il doit y remédier afin d'exploiter son installation conformément au dossier d'enregistrement qu'il avait déposé en application de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2022.

—

Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :

L'exploitant n'a pas fait réceptionner sa réserve incendie par la SDIS. L'exploitant doit y remédier rapidement afin de s'assurer que cette réserve est pleinement opérationnelle pour les services d'incendie et de secours comme le prévoit l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.

Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas des clés d'ouverture des portails des entreprises voisines avec lesquelles il a conventionné pour la mise à disposition mutuelle des réserves incendie. Au cours de la discussion entre l'exploitant, l'inspecteur et l'officier du SDIS 35 présents, il est apparu plus pertinent que l'exploitant s'assure auprès de ses voisins que leurs portails soient bien débrayables et ouvrables par les clés polycoise qui équipent les engins d'intervention des services de secours. De fait, il est nécessaire que l'exploitant revoie ses conventions afin que celles-ci prévoient l'accessibilité permanente des réserves incendie pour les services de secours plutôt que la mise à disposition des clés.

Echéance associé au constat : 1 mois

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 3 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées, etc.) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>En complément des dispositions prévues à l'article 15, les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des réseaux daté du 14 décembre 2020. Les vannes de barrage sur le réseau des eaux pluviales ne figurent pas clairement sur ce plan. L'exploitant doit compléter son plan afin de se conformer à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.</p> <p>—</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que les plans n'avaient pas été mis à jour. L'exploitant doit mettre à jour ses plans dans un délai de trois mois en y faisant figurer l'ensemble des éléments demandés par l'article 27 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.</p> <p>Echéance associée au constat : 3 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



## N° 4 : Rejets atmosphériques / Hauteur des conduits d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques / Hauteur des conduits d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de document attestant que les cheminées dépassent les bâtiments environnant de plus de 3 mètres. Il devra produire ces documents afin d'attester que la hauteur de ces cheminées respectent les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.</p> <p>—</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir eu la confirmation orale que les cheminées dépassent de 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 m. Il n'a cependant pas été en mesure de présenter un document permettant à l'inspecteur de le vérifier. L'exploitant dispose d'un délai de trois mois pour présenter un document attestant de la conformité de ses points de rejets atmosphériques.</p> <p>Echéance associée au constat : 3 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 5 : Rétentions, régulation thermique et épuration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection en point bas dans les rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que la rétention de la ligne de traitements de surfaces ne disposait pas d'un dispositif d'alarme en point bas. L'exploitant doit y remédier afin de se mettre en conformité avec l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que l'équipement de la rétention pourrait avoir lieu au cours de la période d'arrêt d'août 2023.</p> <p>—</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>L'inspecteur a constaté qu'un système de détection en point bas avait été installé dans la rétention de la ligne de traitements de surfaces. Celui-ci est associé à une alarme sonore et lumineuse dont l'inspecteur a pu constater le fonctionnement le jour de la visite.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Traitement de surface / Consommation spécifique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique / Valeur limite
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, cette consommation spécifique n'excédera pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le calcul de la consommation spécifique est joint au dossier de demande d'enregistrement.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'était pas en capacité de communiquer la consommation spécifique des fonctions de rinçage de sa ligne de traitements de surfaces. Il estime la consommation globale des bains de rinçage à 1 m<sup>3</sup> par jour. Il indique que l'évaluation de la surface rincée pourrait être compliquée. Certaines pièces n'étant pas de sa production, il ne dispose pas des plans qui lui permettraient de connaître leur surface. En outre, les pièces traitées sont variées dans leur forme et leur dimension. Au cours de la visite, il a indiqué qu'il pourrait connaître cette surface en se basant sur sa consommation de peinture.</p> <p>Afin de respecter les dispositions du II de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant doit estimer la consommation spécifique de chacune des fonctions de rinçage de sa ligne de traitements de surfaces.</p> <p>—</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>L'exploitant indique avoir évalué la consommation spécifique des bains de rinçage de la ligne de traitement de surfaces. Il n'a cependant pas présenté les résultats de cette évaluation au cours de la visite.</p> <p>L'exploitant doit transmettre la consommation spécifique des bains de rinçage ainsi que les modalités d'évaluation de cette consommation dans un délai d'un mois.</p> <p>Echéance associée au constat : 1 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 7 : Stockage autour des stockeurs de peinture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2022, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement de l'article 11 de l'AM du 09/04/2019
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>Aucun matériel n'est entreposé et aucun stockage n'est réalisé dans un rayon de 2 mètres minimum de chaque stockeur de peinture.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>Au cours de la visite du site, l'inspecteur a constaté qu'une zone de deux mètres avait été matérialisée par un marquage au sol rouge autour de chaque stockeur de peinture. L'inspecteur a également constaté que l'exploitant stockait dans cette zone des films destinés au filmage de palettes ainsi que des cartons de peinture. L'exploitant doit revoir l'organisation de ses stockages afin de respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2022 qui prévoit qu'aucun stockage ne soit réalisé dans un rayon de 2 mètres autour des stockeurs de peinture.</p> <p>---</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>L'inspecteur a constaté le jour de la visite que la zone des deux mètres entourant le stockage de peinture était libre.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Accessibilité par les engins des services d'incendie et de secours

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Largeur des voies "engins"

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023

**Prescription contrôlée :**

**II. Voie « engins »**

Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Largeur des voies "engins"
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'attester que la voie "engins" respecte les caractéristiques définies par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. L'inspecteur a constaté que la voie "engins" située à l'arrière du bâtiment fait moins de 6 mètres de large.</p> <p>Afin de respecter les dispositions du II de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 qui prévoit les caractéristiques de la voie "engins" sur toute la périphérie du bâtiment, l'exploitant devra mettre en conformité la voie "engins", notamment en ce qui concerne sa largeur.</p> <p>—</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>Au cours de la visite, l'inspecteur et lieutenant du SDIS membre du Service Planification et Préparation opérationnelle ont constaté que la voie périphérique ne répondait pas aux prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 (rayon de giration trop petit, largeur, stabilité et portance insuffisantes, absence d'aire de retournement, etc.). Par ailleurs, le talus séparant API/AMI du site voisin Serviphar ne permet pas aux pompiers d'intervenir depuis le site Serviphar. Le talus est en effet trop pentu et n'est pas aménagé pour cela. Une clôture est par ailleurs présente au sommet de ce talus. A ce stade la mise en conformité de la voie périphérique d'API ne semble techniquement pas réalisable.</p> <p>Une réunion sous l'égide du Sous-Préfet de Fougères-Vitré est prévue début avril autour de ce sujet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 9 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disconnection de l'alimentation en eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disconnection de l'alimentation en eau
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 14 mars 2023 :</u></p> <p>Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que le circuit d'alimentation en eau des installations n'était pas pourvu d'un dispositif de disconnection. L'exploitant doit revoir ce point afin de se conformer aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.</p> <p>---</p> <p><u>Constat établi suite à la visite du 17 janvier 2024 :</u></p> <p>L'inspecteur a constaté que l'exploitant avait fait poser un clapet anti-retour sur le réseau d'alimentation en eau potable. L'inspecteur n'a pas de nouvelle remarque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite